

Prévention des guerres civiles et pédagogie des crises

Il est entendu qu'il vaudrait mieux prévenir les catastrophes que de se contenter de venir trop tard et sans grande efficacité au secours de leurs victimes. Il serait même « plus rentable » de le faire comme le déclarait à Défis-Sud en février dernier, Mme Emma Bonnerio, commissaire européen en charge des problèmes humanitaires. L'idée de prévention revient ainsi souvent dans le discours politique, comme pour tenter de désamorcer l'accusation selon laquelle l'aide humanitaire publique offre un alibi aux gouvernements pour éviter d'agir autrement. Tout se passe comme si l'idée de mettre en œuvre des politiques capables d'empêcher les guerres civiles, les génocides, les flots massifs de réfugiés, les famines, les violations systématiques des droits de l'homme, et même les répressions sauvages de mouvements d'indépendance était prise au sérieux.

On cite même sans rire comme exemple de prévention, le déploiement de quelques centaines de Casques bleus en Macédoine, l'expression de « diplomatie préventive » est volontiers utilisée, comme si la corporation des brillants diplomates était aujourd'hui, sous-employée. Plus d'un affirme même qu'il faudrait agir sur les causes profondes des conflits, s'attaquer aux racines du mal... Mais bien entendu, rien n'est fait dans cette direction. Le discours sur la prévention relève donc de la « langue de bois » la plus classique.

En fait, la mise en œuvre de véritables « stratégies de prévention » serait un tout autre genre d'exercice que la formulation de vœux pieux. La « diplomatie préventive » est un fantasme de diplomates, vu l'impossibilité de citer un seul exemple de conflit évité par le charisme de médiateurs convainquant des acteurs décidés à en découdre de déposer leurs armes et de s'asseoir autour d'une table pour régler leurs différends. Les médiations ne réussissent généralement qu'après 20, 30 ou 40 ans de combats, quand les belligérants épuisés sont enfin convaincus que les armes ne leur permettent pas de vaincre. Pour une véritable prévention des conflits ou autres catastrophes, il faudrait décider que l'on va tenter d'agir sur les situations

qui y conduisent irrésistiblement, c'est à dire créer les institutions capables d'intervenir, et leur fournir les équipements et les énormes ressources humaines et financières nécessaires. Ceci signifie que l'on serait résolu à modifier de fond en comble les institutions mondiales existantes pour leur permettre de remplir des fonctions qu'elles sont actuellement incapables d'exercer, en leur conférant la légitimité, les pouvoirs et les moyens d'action indispensables. Il faudrait pour cela réécrire la « Charte de l'ONU, et revoir les structures de toutes les organisations mondiales, y compris celles du Groupe des 7, du Conseil de Sécurité et des institutions de Bretton Woods, les doter de secrétariats spécialisés dans les questions de sécurité et de prévention, instituer une fiscalité internationale... De telles structures ont été imaginées et décrites (1), mais il n'y a évidemment aucune chance aujourd'hui pour une orientation dans une telle direction.

Les centaines de séminaires, colloques, commissions, symposiums, consacrés en cette année du 50e anniversaire de l'ONU, à la réforme des institutions mondiales, ne convaincront pas les gouvernements qu'il y ait là un problème important et urgent. Nul n' imagine au surplus, alors que les dépenses militaires continuent d'avoisiner le millier de milliards de dollars, qu'il soit possible d'en transférer quelques centaines au service de la paix. Les gouvernements des grandes puissances semblent incapables de tirer les leçons des échecs de leurs politiques, aussi bien au niveau des phénomènes de déstabilisation économique, qu'à celui des interventions de « maintien de la paix » en ex — Yougoslavie, en Somalie, au Rwanda et autres lieux. Il n'existe aucune volonté politique pour se donner les moyens indispensables pour mettre en œuvre des politiques de prévention. C'est à partir de ce constat que peut commencer une réflexion sérieuse sur le problème, et l'on peut résumer les termes en quatre points :

La montée des périls

Les catastrophes se poursuivront et vraisemblablement se développeront. Sans aucun doute, les mécanismes qui les provoquent vont continuer à fonctionner. Il ne s'agit de rien d'autre que du phénomène de la mondialisation : l'intégration accélérée d'un monde extrêmement inégalitaire et culturellement diversifié provoque des réactions dramatiques. L'économie mondiale n'est plus fondée aujourd'hui sur un « fordisme » qui utilisait dans le cadre de marchés essentiellement nationaux des travailleurs semi — formés en grand nombre, payés et protégés socialement de manière à devenir des consommateurs de produits de masse standardisés. La nouvelle économie « post fordiste » tend au contraire dans le cadre d'un marché du travail mondial, avec un système de production de plus en plus mécanisé et automatisé, à faire disparaître toute protection sociale, à faire baisser les rémunérations et à rechercher la clientèle des catégories privilégiées ; elle fabrique des chômeurs et des exclus qui n'ont ni signification économique, ni possibilité d'expression politique. Les politiques nationales en matière d'économie, bien que qualifiées d'indépendantes, obéissent à des conceptions étroites des intérêts nationaux, se contredisent et se gênent mutuellement. Leur absence de coordination réelle crée ainsi des risques de déstabilisation générale de l'économie mondiale que la crise mexicaine et la poursuite de la rivalité commerciale à travers les variations des taux de change ont récemment illustrés.

En matière de sécurité, le développement des conflits intra — étatiques est entretenu par les phénomènes de repliements identitaires, que provoque l'imposition du modèle occidental à des masses pauvres qui n'ont aucune chance de pouvoir accéder au niveau de vie qu'il implique. Les flux de réfugiés et de migrants ont donc toutes chances de s'accroître et les réactions racistes, nationalistes et fascistes qu'ils provoquent dans les pays développés de devenir dangereuses. Il n'existe aujourd'hui aucun système capable de résoudre ces problèmes fondamentaux : leur aggravation est donc inévitable. L'addition des risques d'accroissement du nombre des guerres civiles dans les pays non développés, des repliements identitaires sur les nationalismes et les intégrismes, de l'augmentation des flots de réfugiés et de migrants, de l'extension du chômage et de l'exclusion dans les pays riches, de l'instabilité économique et sociale au niveau mondial constitue la base d'une « montée des périls » irrésistible conduisant à un monde de cauchemar.

Le retard d'adaptation des structures

Seule une révolution intellectuelle et politique pourrait permettre de construire un système de prévention efficace. Or, en l'état actuel des choses, une telle révolution n'a guère de chance de se produire, les classes moyennes, bien qu'inquiètes et menacées, ont encore cette « culture de satisfaction » que décrit Galbraith pour les Etats-Unis (2), mais qui subsiste aussi en Europe comme au Japon, et songent surtout à préserver leurs privilèges en accordant leur soutien aux politiques

les plus conservatrices. La classe politique, de son côté, ne semble préoccupée que du court terme et paraît incapable de proposer les actions à long terme nécessaires pour l'établissement de plans de prévention. Les idées reçues sur « l'égalité souveraine des États », sur la « sécurité collective », sur le rôle protecteur des armées, sur la possibilité d'établir la paix dans les guerres civiles par Casques bleus interposés, sur la possibilité d'intégrer la société mondiale en laissant jouer les lois du marché, restent, malgré les démentis qu'elles reçoivent chaque jour, solidement implantées dans les esprits. Leur

éradication supposerait notamment l'existence d'une idéologie alternative, dont il n'existe que des éléments épars.

Le retard d'adaptation des structures institutionnelles sur les autres structures sociales a toujours été constant, depuis qu'à partir de la fin du Moyen Âge, la société européenne, puis mondiale s'est mise à changer. La transformation de la configuration des unités politiques qui a remplacé les quelques milliers d'unités indépendantes du monde féodal par quelque 40 États en Europe et environ 200 à l'échelle du monde a été faite au prix de guerres innombrables et de catastrophes planétaires, y compris les deux guerres mondiales et toutes les guerres de décolonisation. Les résistances qui s'opposent aujourd'hui à la transformation des États Nations en un système politique cohérent au niveau mondial portent les risques de provoquer des catastrophes de même ampleur.

Les effets intellectuels des crises

Le seul espoir qui puisse exister de modifier cette situation ne peut se trouver que dans les crises mêmes qui vont continuer de se développer, à la condition que la combinaison de leur gravité progressive et des solutions nouvelles qu'elles exigeront de mettre en œuvre puisse avoir un effet pédagogique sur la classe politique et sur l'opinion. Même si tel n'a pas été le cas dans la période récente, les crises sont en effet capables de secouer les idées reçues, et de provoquer l'émergence d'hommes d'État. Il paraît donc important d'examiner sérieusement ce mécanisme, éventuellement porteur d'espoir.

L'histoire enseigne en effet que ce sont les crises ou les catastrophes, qui ont entraîné les révolutions intellectuelles. Le prix à payer pour obtenir ce résultat a été toutefois extrêmement élevé. Il a fallu plusieurs siècles et plusieurs révolutions pour passer de l'ancien régime à la démocratie, deux guerres mondiales pour que l'idée de construction d'une Europe politique, prônée par quelques grands esprits, mais toujours considérée comme utopique, puisse commencer à prendre corps à partir des années 50 et aboutir à la Communauté puis à l'Union Européenne. Il a fallu plusieurs guerres et des millions de morts, dont la guerre d'Algérie et celles d'Indochine et du Vietnam, pour que les établissements politiques et les opinions publiques dans les pays colonisateurs acceptent l'idée de respecter les principes auxquels ils avaient souscrit sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les crises risquent aussi de provoquer des réactions dangereuses et irréversibles sans avoir d'effet positif. L'histoire est faite de périodes de progrès et de périodes de réactions et de recul, qui sont parfois très longues. Le risque existe aujourd'hui de voir les crises sociales et celles dues aux flots massifs de migrants entraîner une progression irrésistible du protectionnisme, des nationalismes, des militarismes et du fascisme. L'arrivée au pouvoir dans les pays développés des mouvements d'extrême droite n'est plus une simple hypothèse d'école. Pour l'Europe, il suffirait d'une aggravation de la situation en Algérie pour que le déferlement de millions de réfugiés produise un effet de ce type.

La pédagogie des crises

Le problème à résoudre consiste donc à définir les conditions qui devraient être réunies pour que les crises prévisibles aient un effet pédagogique positif et à déterminer les actions qu'il est possible d'entreprendre pour obtenir ce résultat. L'examen des méthodes employées par ceux qui souhaitent que les gouvernements — et notamment ceux des grandes puissances — fassent l'effort nécessaire permettrait une mise au point des stratégies de prévention efficaces.

Parmi ceux-ci, des hommes de bonne volonté qui s'indignent aujourd'hui des violations des droits de l'homme, l'indifférence des riches à l'égard des problèmes des masses pauvres, du développement des guerres civiles, de la corruption ou de l'imprévision, des gens qui agissent dans les organisations non gouvernementales pour la défense des droits de l'homme, la paix, la lutte contre le commerce des armes, le développement des pays pauvres, l'action humanitaire. Ce sont aussi des intellectuels qui proposent des réformes institutionnelles, prônent un changement des stratégies économiques et sociales, préconisent des « plans Marshall » pour le Tiers-Monde, ou plaident pour un plus grand respect du droit. L'ensemble constitue une minorité agissante qui a incontestablement raison de se battre pour ces idéaux et de critiquer la passivité, le conservatisme, et le prétendu « réalisme » d'une opinion anesthésiée par les médias. Mais elle n'a pour l'instant aucune influence sur les politiques effectivement suivies.

Parmi tous ces combattants engagés ; les seuls qui aient réussi à élever au plan politique leurs préoccupations sont ceux qui ont plaidé pour un meilleur environnement. Ils ont obtenu une représentation de leurs idées par des mouvements politiques et un début de mise en œuvre de règles et de garanties sur le plan législatif (3). Mais le « tiers-mondisme » ou la recherche de la paix par des actions préventives sont des échecs.

Il faudrait donc aussi en tirer les leçons. L'examen des méthodes employées montre que l'activité de nature intellectuelle a recours à l'information sur les situations existantes, à la critique des politiques suivies, et au développement de considérations éthiques. Il s'agit là de formes utiles et même indispensables de l'action. Mais la lecture de publications, livres et journaux qui soutiennent et répandent ces idées fait apparaître que l'on trouve en revanche peu de propositions constructives, que les réponses aux questions « que faudrait-il faire, qu'aurait-il fallu faire, que pourrait-on faire à l'avenir ? » ne sont pas toujours convaincantes, précises et pratiquement utilisables, enfin que les rares suggestions concrètes qui sont faites ne s'insèrent pas dans le cadre d'une « pensée alternative » de l'idéologie dominante. Ce discours semble s'adresser à une clientèle déjà convaincue plutôt qu'à l'opinion en général ou aux responsables politiques.

Quant à ceux qui sont engagés dans l'action, qu'il s'agisse de développement ou d'activités humanitaires, ils sont tournés vers la correction des situations dramatiques existantes, alors qu'ils savent bien qu'elle ne peut être que très partielle et insuffisante, plutôt que vers l'action politique qui serait susceptible de s'attaquer aux racines des maux. Les jeunes gens généreux qui souhaitent aujourd'hui « changer le monde » préfèrent partir « sur le terrain » que d'entrer en politique. Cela leur paraît plus « réaliste » et plus attirant. L'addition de ces méthodes aboutit à rendre toutes ces énergies incapables de « changer le monde » dans le sens souhaité.

En fait, le temps est venu d'une remise en question des formes d'action et de réflexion de ceux qui ont ces préoccupations. On ne saurait se contenter de la certitude d'avoir raison, combinée avec la frustration de n'être pas entendu, ou d'avoir à accompagner les désastres au lieu de les empêcher. Il existe aujourd'hui des opportunités qui doivent être saisies. Nous avons désormais une connaissance et une expérience suffisantes des causes des phénomènes sociaux qui conduisent aux catastrophes, pour savoir comment et par quels moyens il serait possible d'en modifier le cours. Nous savons à quelles frustrations identitaires est dû le recours à la violence armée. Nous savons que les establishments, même quand ils sont très conservateurs, finissent par changer leurs comportements politiques, quand les résultats catastrophiques ont suffisamment démontré la nécessité d'une évolution. Les idées ont une force et il devrait être possible de l'utiliser pour que l'on tire, avant qu'il ne soit trop tard, les leçons des crises qui se produisent et qui se produiront.

C'est donc en tentant de renforcer ce rôle pédagogique des crises qu'il devrait être possible à ceux qui veulent changer le monde, en répandant leurs idées généreuses et audacieuses, de définir les stratégies d'action plus efficaces que celles qu'ils utilisent actuellement. La reconversion intellectuelle que représenterait cet effort ne doit pas toutefois être minimisée. Le travail à faire en ce domaine est considérable et difficile. Il ne s'agit de rien de moins que de prévoir les divers types de crises qui sont susceptibles de se produire dans un proche avenir, à partir d'une analyse

précise des phénomènes qui les créent, d'imaginer des scénarios précis de leur déroulement et de leurs conséquences. Il faudrait identifier les divers types de crises possibles : crises de déstabilisation financière et économique mondiale, crises d'explosion sociale, crises de sécurité par éclatement de nouvelles guerres civiles et déclenchement de flots migratoires massifs, combinaisons de ces diverses possibilités. Par conséquent, il est nécessaire d'approfondir la recherche dans des domaines difficiles et encore mal explorés soit parce que jusqu'ici abandonnés à des spécialistes inspirés par l'idéologie officielle — problèmes monétaires et financiers internationaux, problèmes de fiscalité, — soit parce que négligés, — stratégies de prévention des conflits par action économique, culturelle ou autre sur les situations qui créent ces conflits, causes profondes des flux migratoires, phénomènes identitaires...

Il convient de faire un effort de synthèse suffisant pour permettre à ces recherches de se situer dans la vision d'un autre modèle possible de société, et d'une « pensée alternative » de la « pensée unique » qui nous gouverne aujourd'hui, de donner aux résultats de ces recherches suffisamment de publicité pour que l'establishment politique (dont quelques représentants devraient d'ailleurs être associés à ces travaux) songe à y avoir recours en cas de besoin. Une telle recherche ne peut sérieusement être faite que dans le cadre d'un effort collectif organisé. Il faudrait, donc créer des instituts de recherche adéquats, trouver les ressources nécessaires pour leur financement, mobiliser l'intérêt du monde associatif pour leur soutien.

Vaste programme sans aucun doute : le seul qui permettrait de retrouver l'espoir, sans être hors de portée si l'on voulait bien y réfléchir en commun.

Maurice Bertrand

Notes :

-1 A new Charter for worldwide organisation» éd. par Maurice Bertrand et Daniel Warner. Martinus Nijhoff publishers, The Hague, 1995

-2 J.K. Galbraith « The culture of contentment » 1992, publié en français sous le titre La République des satisfaits » par le Seuil, Paris, 1993,

-3 Dans le domaine des droits de l'homme, quelques résultats ont été obtenus, notamment grâce à quelques ONG très actives. Le seul autre exemple de relatif succès politique peut être trouvé dans les idées sur le « droit d'ingérence humanitaire », mais l'usage qui en a été fait par les États est discutable.